



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général commun  
départemental du Rhône**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES  
CITE ADMINISTRATIVE D'ÉTAT (CAE) DE LYON PART DIEU  
GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE, SURVEILLANCE SPÉCIFIQUE  
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

Le code de la commande publique (CCP), entré en vigueur le 1er avril 2019, comporte deux parties :

- une partie législative renvoie à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- une partie réglementaire renvoie au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dans ce document, tous les articles commençant par :

- la lettre « L » renvoie à ceux de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 ;
- les lettres « R » et « D » renvoient à ceux du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## Table des matières

Article préliminaire – Parties au marché.....	4
ART. 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Nature du marché.....	6
ART. 2 - DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ART. 3 – MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ART. 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ART. 5 - SOUS-TRAITANCE.....	7
ART. 6 - PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.....	7
ART. 7 - PRESTATIONS DE SÉCURITÉ INCENDIE ET D'ASSISTANCE A PERSONNES. .8	
7.1 Classement des bâtiments et textes réglementaires applicables.....	8
🕒 Bâtiment I.....	8
7.2 Composition du Service de Sécurité.....	9
7.3 Qualifications requises.....	9
7.4 Tenue des agents de sécurité.....	9
7.5 Matériel du service de sécurité.....	10
ART. 8 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
8.1 Accès-Consignes.....	10
8.2 Moyens mis à disposition du titulaire.....	11
8.3 Documentation.....	11
8.4 Plan de prévention.....	11
ART. 9 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	11
9.1 Sécurité.....	11
9.2 Législation concernant l'amiante.....	12
9.3 Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).....	12
ART. 10 – FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI.....	12
10.1 Critères d'éligibilité.....	12
10.2 Durée d'éligibilité.....	13
10.3 Mise en œuvre de l'action d'insertion.....	13
10.4 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion.....	14
ART. 11 – COORDONNÉES DE L'ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE D'INSERTION DE LA PRÉFECTURE DU RHÔNE.....	15
ART. 12 – SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CLAUSE SOCIALE.....	15
ART. 13 – CLAUSES CONTRACTUELLES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	16
ART. 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	17
ART. 15 - NATURE ET FORME DES PRIX.....	17
15.1 Contenu du prix.....	17
15.2 Variation dans les prix.....	18
ART. 16 - MODALITÉS D'APPLICATION.....	18
ART. 17 - CAUTIONNEMENT.....	19
ART. 18 - AVANCE.....	19
ART. 19 - MODALITÉS DE PAIEMENT.....	19
19.1 Règlements.....	19
19.2 Délai de paiement.....	20

19.3 Modalités de règlement des sous-traitants.....	20
ART. 20 - RETENUE DE GARANTIE.....	21
ART. 21 - PÉNALITÉS.....	21
21.1 Pénalités pour non remise de documents.....	21
21.2 Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	21
21.3 Pénalités pour indisponibilité.....	21
21.4. Pénalités pour absence de personnels du titulaire ou des sous-traitants.....	22
21.5 Pénalités pour non-port du vêtement de travail ou des insignes.....	22
21.6. Pénalités pour non respect des clauses de promotion de l'emploi.....	22
ART. 22 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	22
ART. 23 – RÉSILIATION.....	22
ART.24 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS.....	23
24.1 Responsabilités.....	23
24.2 Assurances.....	24
ART.25 - JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	25
ART.26 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	25

## Article préliminaire – Parties au marché

Cet article s'applique à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation

Le **pouvoir adjudicateur** est l'État, Ministère de l'Intérieur.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché, est Madame la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du Rhône. Elle est chargée de signer et de notifier le marché. Les dépenses relatives au marché sont engagées et mandatées par la directrice des finances et des achats du secrétariat général commun départemental du Rhône (SGCD69)

Le **gestionnaire de la CAE** est le chef du bureau de l'Immobilier et de la Logistique du Secrétariat Général Commun Départemental du Rhône (SGCD69).

Le **gestionnaire de site**, agent du SGCD69, est chargé de la gestion du présent marché, il émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations. Il est l'interlocuteur du titulaire.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le **représentant du titulaire** soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

# ART. 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet l'exécution de prestations de services de gardiennage et de surveillance spécifique à la Cité Administrative d'État (CAE), sise 165 rue Garibaldi, dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon.

Le site de la CAE est composé de plusieurs bâtiments :

### ■ Bâtiment I (construction 1976) :

Ex bâtiment IGH déclassé en décembre 2024 après le départ des occupants.

Les locaux ont été purgés de tous les matériaux à pouvoir calorifique.

En sous-sol se trouvent plusieurs locaux techniques dont le local haute tension et groupes électrogènes (TGBT) et le local chaufferie « mezzanine » qui distribue les arrivées et départs d'eau et de chauffage, ainsi que les surpresseurs réseau sprinkler.

Seule la détection incendie est maintenue sur ce bâtiment I (ex IGH) pour maintenir un niveau de sécurité incendie conforme aux préconisations du SDMIS.

### ■ Noyau I2 :

S'y trouvent plusieurs locaux techniques dont le local S05 au noyau I2 qui compte le réseau de suppression des robinets d'incendie armés ainsi que le réseau du poste sprinkler du parking IGH1 et noyau I2 et le poste sprinkler archives. Dans ce noyau I2 se trouve aussi le quai de livraison.

### ■ Bâtiment A (construction 1987). ERP Type W 3<sup>ème</sup> catégorie :

Il peut héberger des formations et réunions.

### ■ Bâtiment B (construction 1988). ERP Type W 5<sup>ème</sup> catégorie :

Il peut héberger des formations et réunions.

### ■ Parkings :

Sous l'ensemble du site se trouve un parc de stationnement relevant du code du travail. Certains locaux non dédiés s'y trouvent : un local d'archives ainsi que les locaux techniques des bâtiments A et B.

Ce site totalise une surface (SHON) de 77 647 m<sup>2</sup> dont 60 554 m<sup>2</sup> de surface chauffée environ.

Les dispositions du marché sont décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.). Le contenu des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), à l'article 1.1.

La Cité Administrative d'État fait l'objet d'une opération de destruction par étape. Aussi des modifications sur l'exécution des prestations objets du présent marché pourraient être réalisées tout au long de cette opération.

Les prestations liées au site entre la phase de publicité de ce marché et la fin de l'opération de destruction pourront être modifiées.

## **1.2 Nature du marché**

Le présent marché est passé par Madame la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du Rhône.

Il est réparti de la façon suivante :

- une prestation forfaitaire principale, destinée à assurer le gardiennage et la surveillance des locaux, les missions particulières de sécurité incendie et d'assistance à personnes
- une prestation à bon de commande pour assurer des prestations spécifiques de gardiennage ou de surveillance incendie pour des opérations de renfort ou des opérations particulières.

## **ART. 2 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, date de début d'exécution. Le marché est reconductible pour un minimum de six (6) mois et un maximum de dix (10) mois sur l'année 2027.

La reconduction est notifiée par décision du pouvoir adjudicateur au titulaire **dans les deux (2) mois précédents la fin de l'exécution du marché initial. Elle s'exécute sur la base du bon de commande qui l'accompagne.**

### **Non reconduction :**

Dans l'hypothèse où l'acheteur ne reconduit pas le marché, le titulaire est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

## **ART. 3 – MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le présent marché peut également faire l'objet de prestations similaires de services suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique afin de couvrir les prestations complémentaires de maintenance objet du marché.

## **ART. 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, établi par l'arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre technique et les éventuelles pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu,
- Les bons de commande établis au fur et à mesure des besoins,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché énumérées ci-dessus, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

## **ART. 5 - SOUS-TRAITANCE**

Conformément à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS), le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, dans les conditions prévues réglementairement en matière de sécurité et à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4 (téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration) candidat).

## **ART. 6 - PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE**

Le titulaire est tenu d'exercer une mission de surveillance des bâtiments de la Cité Administrative d'État de la Part-Dieu, ayant pour objet la sécurité des biens meubles ou immeubles ainsi que celle des personnes liées directement ou indirectement à la sécurité de ces biens.

Cette activité de surveillance devra être exercée dans le strict respect de la réglementation en la matière, notamment les dispositions du Code de la Sécurité Intérieure (livre VI), de la convention collective et de ses avenants.

Les gardiens seront vêtus d'un uniforme adapté à la fonction, dont les caractéristiques seront décrites par le prestataire dans son mémoire technique et accompagnées de photos. Cette tenue vestimentaire ne devra pas prêter à confusion avec tout uniforme défini par les textes réglementaires (police, gendarmerie...). Ces équipements sont fournis par le prestataire.

Cette tenue comportera au moins deux insignes reproduisant la dénomination ou le sigle de l'entreprise, de telle sorte qu'ils restent apparents en toute circonstance.

Le personnel de gardiennage du titulaire veille à l'ordre, assure le contrôle de la circulation à l'intérieur des bâtiments et procède à toute intervention suivant les consignes en vigueur et les directives particulières données par l'encadrement propre au service de sécurité et au gardiennage.

Le titulaire prendra à sa charge la fourniture d'une main courante informatisée (avec accès internet si nécessaire) permettant notamment la tenue des registres, les rapports d'incidents.

Les données devront être stockées.

## **ART. 7 - PRESTATIONS DE SÉCURITÉ INCENDIE ET D'ASSISTANCE A PERSONNES**

Le titulaire mettra en place un service réglementaire de sécurité conformément à la législation actuellement en vigueur et concernant plus particulièrement la sécurité contre l'incendie dans les Immeubles de Grande Hauteur à usage de bureaux (I.G.H. de classe W1).

### **7.1 Classement des bâtiments et textes réglementaires applicables**

#### **🕒 Bâtiment I**

Le bâtiment I (IGH) comporte 14 niveaux : un sous-sol, un rez-de chaussée, un entresol et 11 étages.

#### **🕒 Bâtiment A**

Le bâtiment A comporte 7 niveaux, un sous-sol, un rez-de-chaussée, un entresol et 4 étages. Ce bâtiment est classé **ERP 3ème catégorie type W, L**. Il regroupe des services administratifs.

#### **🕒 Bâtiment B**

Le bâtiment B comporte 5 niveaux, un sous-sol, un rez-de-chaussée, un entresol et 2 étages. Ce bâtiment est classé **ERP 2ème catégorie type W, L**. Il regroupe des services administratifs et des salles de formation au rez-de-chaussée.

#### **🕒 Parkings**

Les parkings sont répartis dans les sous-sols des bâtiments I1, I2, A et B et sont classés **ERP type PS**.

#### **🕒 Locaux techniques**

Les locaux techniques sont localisés dans les sous-sols et sont affectés par bâtiment. Ils sont classés **code du travail**.

### **7.2 Composition du Service de Sécurité**

Il doit comprendre, conformément à l'arrêté du 2 mai 2005 modifié, relatif au service de sécurité des immeubles de classe G.H.W 1, un service central de sécurité dont la composition est fixée à minima comme suit :



🕒 En période d'occupation de l'immeuble :

- 1 chef de service de sécurité incendie (SSIAP 3 avec qualification SSIAP 2)
- 2 agents de service de sécurité incendie (SSIAP 1)
- 2 agents de service de sécurité incendie en renfort (SSIAP 1)

🕒 En période de non occupation :

- 1 chef d'équipe de service de sécurité incendie (SSIAP 3 avec qualification SSIAP 2)
- 1 agent de service de sécurité incendie (SSIAP 1)

La période d'occupation des locaux de la Cité Administrative d'État de la Part-Dieu s'entend de 6h15 (horaire d'entrée du personnel) à 19h45 (horaire de sortie de l'équipe de nettoyage), du lundi au vendredi inclus.

Il appartient au titulaire, au vu des prestations de surveillance spécifiques ou non, de définir, en nombre et en qualité, les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour assurer les missions qui lui sont dévolues.

### 7.3 Qualifications requises

Les personnels permanents du service de sécurité incendie devront avoir les qualifications requises telles qu'elles sont délivrées par les organismes de formation agréés par le Ministre de l'Intérieur après avis de la Commission Technique Interministérielle des Immeubles de Grande Hauteur. Les agents de service de sécurité incendie devront être titulaires du diplôme d'agent de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) (art 3 et 4 de l'arrêté du 2 mai 2005 modifié)

Le chef d'équipe de service de sécurité incendie devra être titulaire du diplôme de chef d'équipe de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 2) (art 3 et 5 de l'arrêté du 2 mai 2005 modifié)

Les chefs de service de sécurité incendie devront être titulaires du diplôme de chefs de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 3) (art 3 et 6 de l'arrêté du 2 mai 2005 modifié).

Les personnels des services de sécurité incendie en exercice doivent se soumettre aux recyclages prévus à l'article 7 de l'arrêté du 2 mai 2005 modifié.

### 7.4 Tenue des agents de sécurité

Les agents de sécurité seront vêtus d'une tenue adaptée à leur fonction, différente de celle des agents assurant le gardiennage. Cette tenue sera décrite dans le **mémoire technique du prestataire, des photos permettront de la visualiser**. Cette tenue est à la charge du titulaire.

### 7.5 Matériel du service de sécurité

Le matériel est le suivant :

🕒 **Matériel d'investigation**

- 2 lampes portatives étanches, rechargeables avec chargeurs
- 2 cordages de longueur 25 m chanvre diamètre 9 mm avec anneaux et mousquetons

- 2 cordages Nylon diamètre 8 mm longueur 50 m chacun
- 1 sangle de sauvetage personne,
- 3 vestes de feu en cuir
- 1 boudrier avec un huit de descente en rappel,
- 3 casques pompier.
- équipements de protection individuelle (EPI) pour le remplacement des éclairages de secours

#### 🕒 **Matériel de sauvetage**

- 1 chaise porteur pliable
- 1 trousse de secours complète (à réapprovisionner),
- 1 brancard pliant FA 106
- 1 matelas coquille
- 12 émetteurs-récepteurs radio portatifs conformes à la fréquence déjà utilisée, dont 2 protections du travailleur isolé (PTI).
- 3 couvertures de survie

#### ▪ **Main-courante électronique**

Le prestataire aura à sa charge la fourniture d'une main-courante informatisée (avec accès internet si nécessaire) permettant notamment la tenue des registres, les rapports d'incidents.

La fourniture de ces matériels et équipements, le bon état d'entretien et de fonctionnement, les réparations et tous les remplacements des matériels défectueux, les batteries des lampes et émetteurs récepteurs sont à la charge du titulaire du marché.

Les appareils respiratoires autonomes ne sont pas à fournir.

Les agents de sécurité ou chefs d'équipe sont tenus de rester constamment en liaison avec le poste central de sécurité afin de permettre, en cas d'incident, accident ou sinistre, une intervention visant à rétablir les conditions normales de sécurité dans les délais les plus brefs.

Par ailleurs, la bonne utilisation de certains matériels d'investigation et de sauvetage peut nécessiter des formations qui seront à la charge du titulaire.

Il en est de même concernant les interventions de désincarcération de personnes dans les ascenseurs. Le titulaire prendra en effet à sa charge la formation des personnels de sécurité désignés auprès du prestataire de maintenance des appareils.

## **ART. 8 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Accès-Consignes**

Le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité de la CAE.

Il sera remis au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. À la fin du marché, le titulaire restitue au gestionnaire de site, les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur

peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

## **8.2 Moyens mis à disposition du titulaire**

Des locaux pour le stockage de l'outillage, ainsi que des bureaux pour les personnels présents en permanence sur le site, seront mis à la disposition du titulaire à proximité du gestionnaire de site. Un inventaire et un état des lieux de ces locaux et des équipements mis à disposition du titulaire, sera réalisé au démarrage du contrat et en fin de contrat.

## **8.3 Documentation**

Le titulaire a accès, dans les locaux du service gestionnaire de la CAE, aux plans concernant les équipements techniques objets du présent marché.

## **8.4 Plan de prévention**

a) Pour les interventions dans le cadre du présent marché, le titulaire devra fournir tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions des articles R4511-1 et suivants du code du travail concernant les travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

b) Pour les interventions des autres entreprises et lorsqu'il doit être fait application des articles R4512-6 et suivants du Code du Travail, le titulaire élabore le plan de prévention nécessaire, réalise l'inspection commune préalable, définit les mesures à prendre, recueille les informations auprès de la (ou des) entreprise(s), propose au gestionnaire l'approbation du plan de prévention ainsi élaboré. Au cours du déroulement du chantier, il en vérifie l'application et propose au gestionnaire toutes modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

# **ART. 9 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

## **9.1 Sécurité**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter les conditions de sécurité exigées par la législation en vigueur et à laisser le personnel du titulaire accéder aux locaux et aux installations objet du présent contrat dans le cadre des règlements applicables dans l'établissement.

## **9.2 Législation concernant l'amiante**

L'ensemble des bâtiments constituant la Cité Administrative a fait l'objet d'un diagnostic amiante et le désamiantage des parties en contact avec les usagers a été effectué.

Cependant, certains éléments techniques tels que portes ou clapets coupe-feu contiennent de l'amiante. Dès lors, le titulaire devra prendre toutes les précautions exigées par la loi pour préserver le personnel devant intervenir sur ces éléments.

Le « Dossier Technique Amiante » (DTA) est à la disposition du titulaire, il est consultable auprès du service gestionnaire de site.

## **9.3 Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)**

Le prestataire aura à sa disposition un outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) fourni par le titulaire du marché de maintenance multi technique.

Les données lui seront accessibles en consultation et il devra transmettre au prestataire du marché multitechnique les anomalies constatées, y compris durant les heures non ouvrables lorsqu'elles devront donner lieu à une intervention technique en astreinte.

# **ART. 10 – FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI**

## **10.1 Critères d'éligibilité**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, la Préfecture du Rhône fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant à un dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion (AMOI) pour le compte de la Préfecture du Rhône, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation transmis par l'AMOI.

## **10.2 Durée d'éligibilité**

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3 640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

## **10.3 Mise en œuvre de l'action d'insertion**

Cela consiste, pour le titulaire du marché à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous :

**600 heures pendant la première année d'exécution du marché, et entre 300 heures et 600 heures sur la période de reconduction (soit 1 200 heures sur la durée totale du marché si reconduction).**

### **Précisions en cas de reprise du personnel**

Si l'attributaire du marché doit reprendre tout ou partie des salariés, en application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 - Avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, l'acheteur public, avec l'aide du facilitateur, calcule le volume d'heures d'insertion, non pas sur l'ensemble du marché, mais sur la partie non concernée par la reprise de personnel, sur la base d'un effort d'insertion de 5%.

Cette pondération du volume permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires.

Le nombre d'heures du marché pris en compte est donc réduit de la part du personnel transférable.

Le nombre d'heures de travail réalisé par les salariés transférables sur la période est calculé à partir des annexes exigibles de reprise du personnel en multipliant le nombre d'heures mensuelles mentionné par la durée de la période concernée.

Le titulaire du contrat transmet au facilitateur le tableau de la liste des personnels repris dans le mois suivant la notification du marché.

#### **10.4 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion**

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une structure qualifiée

L'entreprise sous-traite tout ou partie de son marché à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) sous conventionnement avec l'Etat, ou à une Entreprise Adaptée (EA) ou un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

#### **ART. 11 – COORDONNÉES DE L'ASSISTANT A MAÎTRISE D'OUVRAGE D'INSERTION DE LA PRÉFECTURE DU RHÔNE**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par le SGC du Rhône est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

## Coordonnée de l'AMOI :

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)

24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon

Elsa MAUNIER

Facilitatrice Clauses Sociales

Tél : 07 68 09 69 91

Mail : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

## **ART. 12 – SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CLAUSE SOCIALE**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le SGC69 procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le révélé d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP (article 21.6).

L'AMOI informe régulièrement la Préfecture du Rhône de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et du SGC du Rhône.

### **ART. 13 – CLAUSES CONTRACTUELLES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article 10.3 – Mise en œuvre de l'action d'insertion du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e ([dpd@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:dpd@lyonmetropole-mmie.fr))
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

### **ART. 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une



condition d'exécution relative à l'[article L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis\*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'[arrêté du 25 janvier 2016](#) relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'[article L. 225-102-1 du code de commerce](#) ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

»

\*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

De plus, pour la réalisation des prestations, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel.

## **ART. 15 - NATURE ET FORME DES PRIX**

### **15.1 Contenu du prix**

▪ Le marché est pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire à bon de commande, sans minimum ni maximum.

Les prestations de gardiennage et de surveillance (poste A de l'acte d'engagement), et les prestations de sécurité incendie et d'assistance à personnes (poste B de l'acte d'engagement) sont rémunérées forfaitairement.

Les prestations supplémentaires relatives aux prestations de surveillance ponctuelle (poste A1 de l'acte d'engagement), sont à prix unitaires.

Ces prestations sont réglées au titulaire aux conditions suivantes :

- soit sur devis, établi sur la base des bordereaux de prix unitaires définis dans la DPGF accepté par émission d'un bon de commande par le responsable de site,
- soit pour les prestations urgentes, sur devis accepté par le gestionnaire de site.

La facture est établie sur la base du taux horaire, définis dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

## **15.2 Variation dans les prix**

Les prix donnés par le titulaire dans son acte d'engagement seront fermes pour la durée d'exécution du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 et seront révisibles le 1er janvier 2027 selon la formule détaillée ci-après.

Les prix afférents aux postes A et B seront actualisés par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 (0.150 + 0.850 (ICHT \text{ rev-TS IME} / ICHT \text{ rev-TS IME0}))$$

dans lesquelles :

P Prix H.T. révisé pour la ou les prestations considérées.

P0 Prix H.T. donné par le titulaire dans son acte d'engagement pour la ou les prestations considérées.

ICHT rev-TS Valeur pour le mois de décembre de l'indice du Coût Horaire du IME Travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques

ICHT rev-TS Valeur de ce même indice pour le mois m0  
IME0

Le coefficient d'actualisation applicable à P0 pour constituer P par la formule paramétrique d'actualisation, est arrondi au millième supérieur.

## **ART. 16 - MODALITÉS D'APPLICATION**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 et pour la durée du contrat restant à courir, les paiements auront un caractère provisoire jusqu'à parution des indices des mois de décembre précédant les dates de révision.

Le titulaire devra faire apparaître sur sa facture, à l'appui de sa demande de révision, les indices utilisés servant de bases au calcul du coefficient d'actualisation.

Le nouveau prix obtenu sera valable pour une durée de 12 mois.

## **ART. 17 - CAUTIONNEMENT**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

## **ART. 18 - AVANCE**

Une avance égale à 5% du montant des prestations à exécuter dans les douze premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché,

est mandatée sans formalité au titulaire dans un délai d'un mois. Son montant ne peut être ni révisé ni actualisé.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-18, le titulaire devra, le cas échéant, exprimer clairement son refus du versement de cette avance dans son acte d'engagement.

Aucune autre avance facultative ne sera accordée.

## ART. 19 - MODALITÉS DE PAIEMENT

### 19.1 Règlements

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les factures feront état, outre les mentions obligatoires, des mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire et du service destinataire de la facture
- la référence du marché subséquent et le numéro d'engagement juridique correspondant
- le code de service exécutant : FAC000069
- l'identification bancaire ou postale relative au compte de l'entreprise titulaire
- la désignation explicite des prestations facturées ainsi que la date de livraison desdites prestations
- la période d'exécution des prestations
- les prix HT et TTC de la prestation
- le taux et le montant de la TVA
- la date d'émission de la facture

**La transmission et la réception des factures s'effectue obligatoirement sous format dématérialisé, conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-4 du code de la commande publique. Cette transmission devra se faire via le portail CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le paiement de la rémunération annuelle fixée dans l'acte d'engagement est effectué au titulaire par règlement mensuel, à terme échu, après exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur représenté par le gestionnaire de la Cité Administrative accepte ou rectifie cette facture, en la complétant éventuellement par application des pénalités encourues par le titulaire et prévues aux articles 21 et suivants du présent CCAP.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté le montant dûment rectifié.

## **19.2 Délai de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées en euros par virement.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le gestionnaire sur l'application Chorus Pro (articles R.2192-10 et R.2192-15 du code de la commande publique).

En application des articles L.2192-13 et R.2192-32 du code de la commande publique, tout retard de paiement imputable à l'administration contractante donne lieu, de plein droit et sans aucune formalité de la part du titulaire, au versement d'intérêts moratoires et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Ces derniers sont fixés conformément aux dispositions des articles R.2192-31 et D.2192-35 dudit code.

Toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché sera retournée au titulaire, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Sont déduits des factures, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

## **19.3 Modalités de règlement des sous-traitants**

Conformément aux articles R2192-22 à R2192-23, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du service bénéficiaire au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au service bénéficiaire.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au service bénéficiaire, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le service bénéficiaire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le service bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 13.3 du CCAP, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le service bénéficiaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité.

## **ART. 20 - RETENUE DE GARANTIE**

Il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent marché.

## **ART. 21 - PÉNALITÉS**

De convention expresse, et conformément à l'article 14 du CCAG-FCS les pénalités suivantes seront appliquées de plein droit, sans aucune formalité, ni mise en demeure préalable.

### **21.1 Pénalités pour non remise de documents**

Tout retard dans la remise de documents (compte-rendu d'activité, compte-rendu d'incident, bilan annuel, et tout autre rapport visé par le CCTP ou demandé par le gestionnaire de la CAE), pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 100 € HT par jour ouvré de retard pour les 10 premiers jours, puis une pénalité égale à 200 € HT par jour ouvré de retard pour les 20 jours suivants, et enfin une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard pour les jours suivants.

### **21.2 Réfaction en cas de mauvaise exécution**

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

### **21.3 Pénalités pour indisponibilité**

L'article 14.2 du CCAG-FCS s'applique au présent marché.

### **21.4. Pénalités pour absence de personnels du titulaire ou des sous-traitants**

Les effectifs affectés au site devront être effectivement présents pendant les horaires tels qu'ils auront été définis par le titulaire dans son acte d'engagement.

Une pénalité de **500 € HT** sera appliquée par poste non pourvu au-delà d'une absence supérieure à 24 heures décomptée par journée indivisible de travail, toute journée commencée étant décomptée en totalité.

Cette pénalité sera appliquée au titulaire à charge pour lui de la répercuter éventuellement sur ses sous-traitants.

### **21.5 Pénalités pour non-port du vêtement de travail ou des insignes**

Il sera appliqué une pénalité **de 250 € HT** pour chaque personne n'ayant pas respecté les modalités du contrat.

### **21.6. Pénalités pour non respect des clauses de promotion de l'emploi**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée.

Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

**En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.**

## **ART. 22 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

## **ART. 23 – RÉSILIATION**

Les conditions de résiliation du marché applicables sont celles prévues par le chapitre 7, articles 38 à 45 du CCAG-FCS en vigueur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celui-ci, conformément aux stipulations de l'article 38 et suivants du CCAG-FCS, dans l'hypothèse où les prestations attendues par le marché donnent lieu à l'application de pénalités dont le cumul atteindrait la valeur de trois mois (consécutifs ou non consécutifs sur une même année) de prestations du poste A, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité, dans les conditions prévues à l'article 41.2 du CCAG-FCS. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS, et imputer le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En outre, en cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans la réalisation des prestations prévues au présent marché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant mettra le titulaire en demeure de remédier à ces retards, interruptions ou insuffisances dans un délai de 24 heures à compter de la réception de la lettre recommandée de mise en demeure.

À l'expiration de ce délai, et si le titulaire n'était pas en mesure d'assurer une prestation normale, l'Administration représentée sur le site par le gestionnaire de la Cité Administrative y pourvoirait. Le titulaire du marché ne serait admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Le contrat pourrait alors être résilié aux frais et risques du titulaire défaillant ; les dépenses résultant de l'inexécution des prestations du titulaire seraient retenues d'office sur la première facture mensuelle établie par le titulaire défaillant.

Enfin, le marché peut être résilié en cas de libération totale des locaux de la Cité Administrative d'État avant la date de fin du présent marché.

## **ART.24 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

### **24.1 Responsabilités**

Le titulaire exécute sous sa responsabilité exclusive les opérations définies de surveillance avec l'effectif et l'assistance des techniciens spécialistes nécessaires à l'accomplissement de ses différentes missions et conformément aux engagements pris pour le présent contrat. Un responsable agréé le représentera en permanence auprès du gestionnaire de site.

Le titulaire est exclusivement responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes, de l'efficacité de son personnel. Il établit des consignes précises d'activité qui seront communiquées au gestionnaire de site avant diffusion.

Le titulaire fournit à son personnel, sous sa responsabilité, tout l'outillage et matériel nécessaire à son activité.

Le titulaire assure seul, pendant la durée du contrat, à l'égard du pouvoir adjudicateur comme des tiers, l'entière responsabilité de ses préposés comme celle des techniciens spécialistes ou autres agents auxquels il fait appel, à titre quelconque, à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Il contracte à ce point de vue toutes les assurances nécessaires pour les couvertures des différents risques ; à cet effet, il communique les "polices" au pouvoir adjudicateur avant le début des prestations. Les franchises éventuelles resteront à la charge du titulaire (voir en fin de chapitre Assurances.)

Le service gestionnaire de la CAE fait, le cas échéant, au représentant du titulaire, des observations en cas de non-respect des obligations et engagements découlant du contrat. Le titulaire doit y remédier sans délai. En particulier, l'effectif, les titres d'habilitation, la qualification du personnel utilisé seront portés à la connaissance du service gestionnaire de la CAE.

La bonne exécution du contrat implique de la part du personnel utilisé une bonne connaissance des équipements. Les absences seront immédiatement signalées et les remplaçants désignés sans délai. Le remplacement définitif de plus de trois responsables du titulaire sur une période de six mois ou de plus de la moitié des autres personnels sur une période de douze mois ouvre droit de facto à une décision de résiliation aux torts du titulaire.

## 24.2 Assurances

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance valable pendant toute la durée du présent contrat et à en justifier annuellement au Gestionnaire en lui remettant une attestation par police souscrite.

Cette police couvrira sa responsabilité et celle de ses préposés ou entreprises spécialisés intervenant pour son compte pour tous les risques et dommages pouvant résulter de l'exécution des missions confiées au présent contrat, à savoir :

- Responsabilité civile titulaire exploitant :
  - dommages corporels,
  - dommages causés aux bâtiments et matériels dont il n'assure pas l'exploitation et l'entretien,
  - dégâts des eaux,
  - dommages subis par les installations qui lui sont confiées pour exploitation et entretien.

- Montant des garanties :
  - Dommages corporels : montant illimité,
  - Dommages matériels, dégâts des eaux : 3 millions d'euros par sinistre,
  - Objets confiés : 150 000 € par sinistre.

- Exclusions :

En ce qui concerne l'incendie ou l'explosion des installations, le pouvoir adjudicateur renonce à tous recours contre le titulaire s'il a appliqué ou fait appliquer les consignes conformément aux règles de sécurité contre l'incendie et règlement de l'établissement dans la limite des responsabilités définies par le présent contrat.

En conséquence, sont exclus tous les dommages d'incendie, d'explosion, fumées et les pertes de bénéfices ou d'exploitation qui y sont consécutifs ainsi que tous les risques qui font normalement l'objet de « police incendie » et pertes d'exploitation après incendie.

## **ART.25 - JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Lyon, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel. Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ART.26 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 22 du présent document déroge aux dispositions de l'article 45.1 du CCAG-FCS.



Fait à Lyon, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur